

Chapitre 4

Accords de libre-échange régionaux et bilatéraux et autres initiatives

République dominicaine

Le Canada a annoncé le lancement de négociations commerciales avec la République dominicaine en juin 2007. Un premier cycle complet a eu lieu à Ottawa en décembre 2007.

Le Canada prévoit que le deuxième cycle débutera après les élections présidentielles en République dominicaine, qui doivent se dérouler en mai 2008. Les négociateurs ont déjà accompli des progrès importants dans plusieurs dossiers, y compris l'accès aux marchés des produits et des services, l'investissement, les règles d'origine et la facilitation des échanges.

La République dominicaine est déjà un marché bien établi et une destination de plus en plus prisée pour les produits (combustibles minéraux, équipement, machines, agroalimentaire et produits du poisson), les services et les investissements canadiens (dans le secteur financier, l'exploitation minière, le tourisme et l'ingénierie, notamment). Un accord de libre-échange permettrait de consolider les relations économiques et de mieux positionner les entreprises canadiennes vis-à-vis leurs concurrentes (américaines et européennes, notamment) qui bénéficient déjà d'un accès préférentiel à ce marché. Il favoriserait en outre la mise en place d'un régime plus stable et plus prévisible pour les investissements.

Le Canada entend négocier un accord global recouvrant toute la gamme des aspects du commerce : échanges des biens et services, investissements, marchés publics, etc. En plus de chercher à éliminer les droits de douane visant divers produits agricoles et industriels

qui revêtent une grande importance commerciale, il souhaite apporter une solution à la question des entraves non tarifaires.

CARICOM

En juillet 2007, le premier ministre Harper et les chefs de gouvernement des pays de la CARICOM (Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago) ont annoncé le lancement de négociations en vue de la signature d'un ALE global. Une rencontre inaugurale s'est déroulée en octobre 2007 à Kingston, en Jamaïque. Bien qu'aucune date précise n'ait été arrêtée, le premier cycle complet de négociations pourrait avoir lieu au début de l'été 2008.

La CARICOM (Caribbean Community) est un marché bien établi pour les investisseurs, fabricants et fournisseurs de services canadiens. En plus d'ouvrir de nouveaux débouchés aux exportateurs de biens et services, un accord global mettrait en place un régime plus transparent, plus stable et plus prévisible pour les entreprises canadiennes.

Plusieurs secteurs de la production de biens pourraient y gagner, notamment celui des produits industriels (produits pharmaceutiques, matériel électrique, etc.), l'agriculture (frites, porc, légumineuses à grain) et les poissons et fruits de mer. On prévoit aussi un élargissement des marchés dans certains services (services professionnels, recherche-développement) et secteurs d'investissement (services financiers, pétrole et gaz naturel, tourisme).